

DEUXIÈME TRIMESTRE 2004

RAPPORT TRIMESTRIEL POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 30 AVRIL 2004



Message aux actionnaires

La Banque Laurentienne déclare un revenu net de 13,3 millions \$ pour le deuxième trimestre 2004

SOMMAIRE DES RÉSULTATS

La Banque Laurentienne a déclaré un revenu net de 13,3 millions \$, ou 0,42 \$ dilué par action ordinaire, pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2004, terminé le 30 avril, comparativement à un revenu net de 11,0 millions \$, ou 0,32 \$ dilué par action ordinaire, pour la même période de l'exercice financier 2003. Le rendement de l'avoir des actionnaires s'établissait à 5,9 % pour ce trimestre, comparativement à 4,9 % pour la même période en 2003.

Les résultats du deuxième trimestre 2004 sont semblables à ceux du premier trimestre alors que le revenu net s'élevait à 13,6 millions \$, ou 0,43 \$ dilué par action ordinaire, et que le rendement de l'avoir des actionnaires s'établissait à 6,0 %.

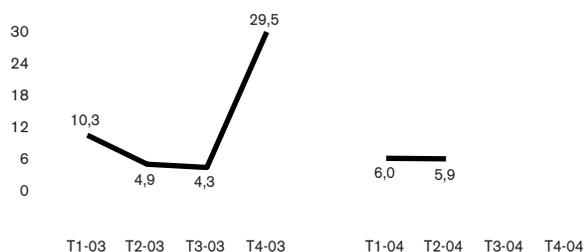
Pour le premier semestre de l'exercice financier 2004, le revenu net s'élevait à 27,0 millions \$, ou 0,85 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à un revenu net de 30,9 millions \$, ou 1,02 \$ dilué par action ordinaire, en 2003. Le rendement de l'avoir des actionnaires s'établissait à 6,0 % pour ce semestre terminé le 30 avril 2004, comparativement à 7,7 % pour la même période en 2003.

En dévoilant ces résultats, le président et chef de la direction de la Banque, M. Raymond McManus, a émis les commentaires suivants : « Au terme du premier semestre de notre exercice financier 2004, nos résultats rencontrent nos objectifs. Nous sommes maintenant pleinement concentré sur la mise en œuvre de l'ensemble des éléments de notre plan d'affaires triennal, particulièrement en matière de croissance de nos activités et de nos revenus. Cependant, un certain temps sera nécessaire avant que ces efforts se traduisent en résultats concrets. À cet égard, d'ailleurs, je tiens à remercier toutes les parties prenantes à l'avenir de la Banque, et en particulier nos clients, nos employés et nos actionnaires, pour leur soutien constant. »

« Au cours de ce deuxième trimestre, a poursuivi M. McManus, nous avons par ailleurs mis en branle un certain nombre d'initiatives destinées à l'amélioration de notre efficacité et à la réduction de la structure des coûts de la Banque. La privatisation de B2B Trust contribuera ainsi à rationaliser les processus et à développer le travail d'équipe. De même, les changements à notre structure de capital, amorcés au cours du trimestre afin de nous permettre de tirer parti de la baisse des taux d'intérêt, auront des retombées positives sur nos résultats. »

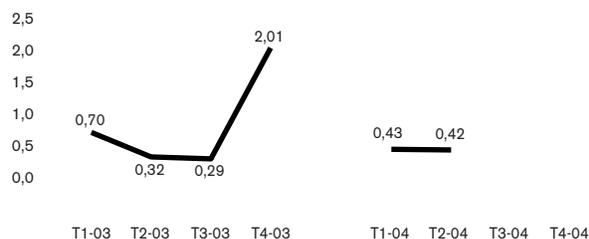
Rendement de l'avoir des actionnaires

En pourcentage



Revenu net dilué par action ordinaire

En dollars



Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière

RÉSULTATS ET OBJECTIFS FINANCIERS

La Banque Laurentienne dévoile ses objectifs financiers au début de chaque exercice financier et annonce ensuite ses résultats réels sur une base trimestrielle. La pratique de la Banque est de ne pas fournir d'orientation provisoire.

À seule fin de renseignement, le tableau ci-dessous permet de comparer les résultats aux objectifs définis par la direction pour l'exercice financier 2004.

Résultats pour 2004

	Premier semestre terminé le 30 avril 2004	
	Objectifs 2004	réel
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires	5 %	6 %
Revenu dilué par action	1,44 \$ (12 mois)	0,85 \$
Revenu total	503 millions \$ (12 mois)	244 millions \$
Ratio d'efficacité	77 %	76,6 %
Ratios de capital		
Première catégorie	minimum de 9,5 %	11,1 %
Capital total	minimum de 13,0 %	17,4 %
Qualité du crédit (niveau de pertes sur prêts)	0,22 %	0,25 %

FAITS SAILLANTS

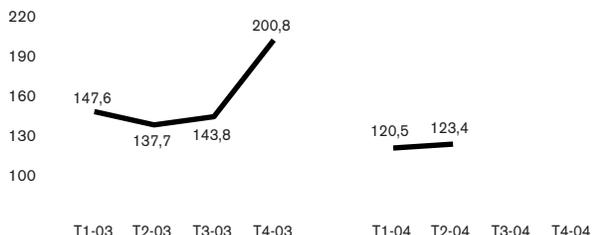
Cette rubrique présente les faits saillants des activités du deuxième trimestre terminé le 30 avril 2004 et expose en détail les éléments significatifs qui ont influé sur les résultats, lorsque comparés au premier trimestre 2004 et au deuxième trimestre 2003.

Éléments significatifs influant sur les résultats

- Le revenu total a augmenté et s'établissait à 123,4 millions \$ au deuxième trimestre 2004, soit une augmentation de 2,9 millions \$ par rapport au revenu total de 120,5 millions \$ lors du premier trimestre 2004. Les autres revenus ont augmenté de 6,1 millions \$, passant de 50,5 millions \$ au premier trimestre 2004 à 56,6 millions \$ au deuxième trimestre 2004. Ce résultat est principalement attribuable au gain avant impôts sur le revenu de 4,4 millions \$ réalisé par la vente du portefeuille de prêts Visa de l'Ontario et l'Ouest canadien, conclue au mois de février 2004. Au deuxième trimestre 2004, le revenu net d'intérêt a diminué à 66,8 millions \$, ou 1,66 % de l'actif moyen, comparativement à 70,0 millions \$, ou 1,69 % de l'actif moyen, au premier trimestre 2004.
- Les frais autres que d'intérêt ont augmenté légèrement de 1,5% et s'établissaient à 94,2 millions \$ au deuxième trimestre 2004, comparativement à 92,8 millions \$ au premier trimestre 2004. Ce résultat est attribuable à une augmentation des autres dépenses.
- Le ratio d'efficacité (soit les dépenses divisées par le revenu total) s'est légèrement amélioré et s'établissait à 76,3 % pour le deuxième trimestre 2004, comparativement à 77,0 % pour le premier trimestre 2004. Ce résultat est attribuable à l'augmentation du revenu total.
- La provision pour pertes sur prêts s'élevait à 10,5 millions \$ au deuxième trimestre 2004, comparativement à 9,8 millions \$ au premier trimestre 2004.

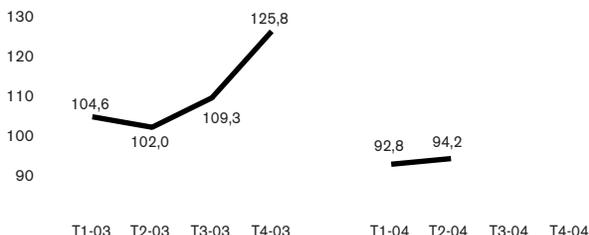
Revenu total

En millions de dollars



Frais autres que d'intérêt

En millions de dollars



- Les impôts sur le revenu ont augmenté et s'élevaient à 4,7 millions \$ au deuxième trimestre 2004, alors qu'ils s'élevaient à 3,4 millions \$ au premier trimestre 2004.
- Le changement dans les résultats, entre le deuxième trimestre 2003 et le deuxième trimestre 2004, s'expliquent en grande partie par les changements significatifs intervenus dans les opérations à la suite de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien ainsi que de la mise en œuvre du programme de réduction des dépenses au cours du deuxième semestre 2003. De plus, la diminution du revenu net d'intérêt a eu un impact négatif sur les résultats. Cet impact a toutefois été plus que contrebalancé par la baisse des pertes sur prêts enregistrée en 2004, étant donné que les résultats du deuxième trimestre 2003 incluaient une provision relative à une exposition au risque lié à Air Canada de 5 millions \$, ou 0,13 \$ dilué par action ordinaire, ainsi que par la baisse du taux d'imposition effectif pour 2004 à 25,2 %, comparativement à 2003 alors que ce taux s'élevait à 39,5 %.

Autres événements significatifs

- Le 21 mai 2004, à la suite de la proposition de la Banque de privatiser sa filiale B2B Trust dont elle détenait 77,3 % des actions, les actionnaires de B2B Trust ont approuvé la privatisation. Conformément aux termes de cette transaction, toutes les actions ordinaires en circulation de B2B Trust, non détenues par la Banque, seront acquises pour une contrepartie en espèces d'un montant approximatif de 60 millions \$. La privatisation de B2B Trust devrait être complétée le 8 juin 2004, et elle réduira les ratios de capital de première catégorie et de capital total de la Banque de quelque 0,6 %.
- Le 15 avril 2004, la Banque a complété une émission de 4,4 millions d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 10 à 5,25 %, pour un montant de 110 millions \$. Le produit de cette opération a été ajouté aux fonds généraux de la Banque. Il servira à des fins commerciales générales ainsi qu'au rachat des actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, séries 7 et 8 à 7,75 %, pour un montant global de 102 millions \$, au mois de juin 2004. Le prix de rachat inclura une prime de 0,50 \$ par action privilégiée pour un montant global de 2 millions \$, ce qui aura un impact défavorable au troisième trimestre, estimé à 0,09 \$ sur la base du revenu dilué par action ordinaire. Par la suite toutefois, la Banque bénéficiera d'un taux de dividende moins élevé sur 100 millions \$ d'actions privilégiées.
- La Banque, de plus, a fait part de son intention de rembourser ses débentures, série 7 à 5,75 % pour un montant global de 100 millions \$ le 1^{er} juin 2004. À ce jour, la Banque n'a pas l'intention de remplacer ce capital.

REVUE FINANCIÈRE

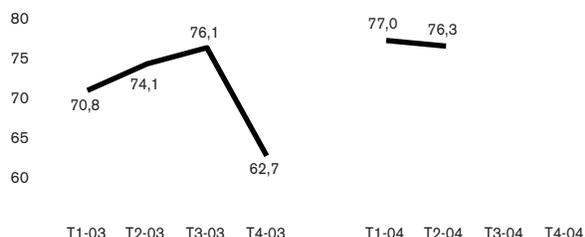
Le **revenu total** de la Banque s'établissait à 123,4 millions \$ au deuxième trimestre 2004, comparativement à 120,5 millions \$ au premier trimestre 2004, soit une augmentation de 2,9 millions \$. Le revenu net d'intérêt a diminué de 3,2 millions \$, passant de 70,0 millions \$ au premier trimestre 2004 à 66,8 millions \$ au deuxième trimestre 2004. Les autres revenus s'élevaient à 56,6 millions \$ au deuxième trimestre 2004, soit une augmentation de 6,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent.

La diminution de 3,2 millions \$ du revenu net d'intérêt, du premier trimestre au deuxième trimestre 2004, découle de la baisse du volume moyen de l'actif, de la diminution de la marge nette d'intérêt, de 1,69 % à 1,66 %, ainsi que de l'impact de la durée réduite du trimestre, soit deux jours de moins, qui s'est traduite par une baisse de revenu d'environ 1,4 million \$. La Banque a tiré parti de l'amélioration des marges sur ses portefeuilles de prêts et dépôts à taux fixe, attribuable à la réduction des taux des certificats de dépôt émis récemment. Cette amélioration a cependant été contrebalancée par la réduction des marges des liquidités.

L'augmentation de 6,1 millions \$ des autres revenus est principalement attribuable au gain de 4,4 millions \$ réalisé grâce à la vente du portefeuille de prêts Visa de l'Ontario et l'Ouest canadien. Les activités de trésorerie et de marchés financiers ont été importantes, comme en témoigne un revenu de 11,4 millions \$, réalisé en dépit des pertes d'environ 2,4 millions \$

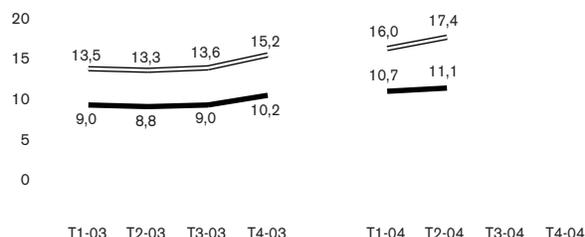
Ratio d'efficacité

Frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total



Ratio de capital BRI

En pourcentage



— Première catégorie
= Capital total

subies par ce secteur et liées à certaines valeurs mobilières du portefeuille de placement. L'augmentation des revenus de titrisation, à la suite de la titrisation de 53 millions \$ de prêts hypothécaires résidentiels au cours du trimestre, contrebalancée en partie par une baisse des revenus d'assurance, a également contribué à ces résultats.

Pour le deuxième trimestre 2003, les revenus s'élevaient à 137,7 millions \$. La diminution d'un exercice financier à l'autre est principalement attribuable à la perte de la source de revenus que constituaient les succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, ainsi que, dans une moindre mesure, à la réduction des marges d'intérêts sur les liquidités. L'effet combiné de ces éléments a contribué à la réduction des marges nettes d'intérêt, qui sont passées de 1,86 % au deuxième trimestre 2003 à 1,66 % au deuxième trimestre 2004.

La provision pour pertes sur prêts s'élevait à 10,5 millions \$, soit 0,26 % de l'actif moyen, au deuxième trimestre 2004, comparativement à 9,8 millions \$, ou 0,24 % de l'actif moyen au premier trimestre 2004. Le niveau relativement stable de cette provision reflète l'amélioration de la qualité du portefeuille de prêts au cours des derniers 24 mois, alors que des problèmes relatifs à l'exposition au risque lié à certains prêts commerciaux ont été résolus.

Pour le deuxième trimestre 2003, la provision pour pertes sur prêts s'élevait à 16,0 millions \$ et incluait une provision de 5 millions \$, ou 0,13 \$ dilué par action ordinaire, relative à l'exposition de la Banque au risque lié à Air Canada.

Les prêts douteux nets ont diminué au cours du trimestre et s'établissaient à 1,6 million \$, ou 0,0 % du total des prêts, acceptations bancaires et actifs acquis en vertu d'ententes de revente, comparativement à 10,5 millions \$, ou 0,1 %, au 31 janvier 2004, et 22,0 millions \$, ou 0,2 %, au 31 octobre 2003. Les prêts commerciaux douteux nets ont diminué de 6,3 millions \$ au cours des derniers trois mois et de 27,8 millions \$ depuis le 31 octobre 2003, alors que la Banque concentrait ses efforts afin de régler certains comptes. Les prêts douteux nets liés au portefeuille de prêts personnels ont augmenté de 1,1 million \$ au cours du deuxième trimestre 2004, compte tenu principalement de la croissance des volumes. Le montant brut des prêts douteux a également diminué substantiellement à 138,4 millions \$ au 30 avril 2004, comparativement à 185,2 millions \$ au 31 octobre 2003. Au 30 avril 2004, comparativement au 31 janvier 2004 et au 31 octobre 2003, la provision générale de la Banque est demeurée inchangée à 77,3 millions \$. La note 2 des états financiers trimestriels consolidés fournit de plus amples renseignements à ce sujet.

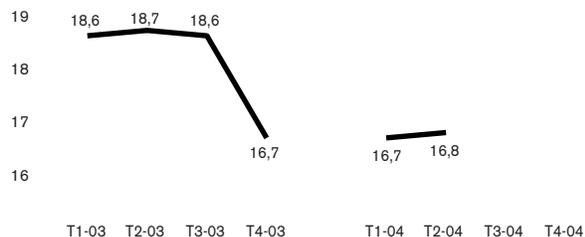
Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 1,5 % et s'établissaient à 94,2 millions \$ pour le deuxième trimestre 2004, comparativement à 92,8 millions \$ pour le premier trimestre 2004. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des frais liés à la campagne REER et à divers autres items. Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 7,8 millions \$, comparativement au deuxième trimestre 2003 alors qu'ils s'élevaient à 102,0 millions \$, ce qui reflète l'effet de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, le programme de réduction des dépenses mis en œuvre par la Banque ainsi que diverses autres initiatives en matière d'efficacité.

Le ratio d'efficacité (soit les dépenses divisées par le revenu total) s'établissait à 76,3 % au deuxième trimestre 2004, comparativement à 77,0 % au premier trimestre 2004. Cette amélioration est principalement attribuable à la croissance des revenus, compte tenu du fait que les dépenses ont légèrement augmenté au cours de ce deuxième trimestre 2004. La variation de 2,2 % du ratio d'efficacité par rapport au deuxième trimestre 2003, alors qu'il s'établissait à 74,1 %, reflète l'impact de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Le nombre d'employés en équivalent temps plein a légèrement diminué à 3 167 au 30 avril 2004, comparativement à 3 182 au 31 janvier 2004, alors qu'il s'établissait à 3 738 au 30 avril 2003.

Les impôts sur le revenu s'élevaient à 4,7 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 25,2 %, au deuxième trimestre 2004, comparativement à 3,4 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 18,7 %, au premier trimestre 2004. Les impôts sur le revenu moins élevés sur le gain réalisé grâce à la vente du portefeuille de prêts Visa, ont contribué à une amélioration du taux d'imposition effectif de la Banque de l'ordre de 3,7 % au deuxième trimestre 2004. Le faible taux d'imposition effectif au premier trimestre 2004 reflétait les retombées du gain exceptionnel de 1,7 million \$ des actifs d'impôts futurs, découlant

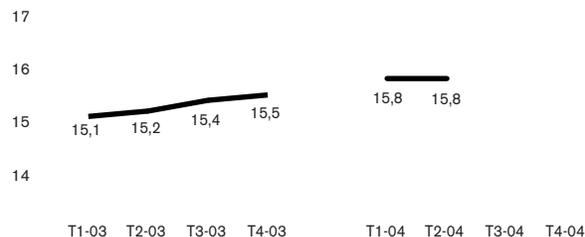
Actif au bilan

En milliards de dollars



Actif administré

En milliards de dollars



de l'augmentation des taux d'imposition en Ontario. En excluant ces retombées positives, le taux d'imposition effectif se serait établi à 28,1 % au premier trimestre 2004 et à 28,9 % au deuxième trimestre 2004. Au deuxième trimestre 2003, le taux d'imposition effectif s'établissait à 39,5 %, reflétant entre autres les taux d'imposition plus élevés sur les revenus des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

L'actif au bilan s'établissait à 16,8 milliards \$ au 30 avril 2004, comparativement à 16,7 milliards \$ au 31 octobre 2003. La valeur des liquidités, y compris les actifs acquis en vertu d'ententes de revente et les valeurs mobilières, est demeurée stable à 4,8 milliards \$, ou 29 % de l'actif global, au 30 avril 2004, soit au même niveau qu'à la clôture de l'exercice financier 2003. Cette situation procure à la Banque la flexibilité nécessaire pour soutenir ses initiatives de croissance.

Le portefeuille de prêts et d'acceptations bancaires est également demeuré stable à 11,3 milliards \$ au 30 avril 2004, comparativement à 11,4 milliards \$ au 31 octobre 2003. Les prêts hypothécaires résidentiels, qui s'établissaient à 5,3 milliards \$, ont augmenté de 45 millions \$ par rapport au 31 octobre 2003, ou 98 millions \$ avant la réduction de volume associée à la titrisation de 53 millions \$ de prêts hypothécaires. Depuis le mois d'octobre 2003, les prêts commerciaux ont diminué de 70 millions \$, et les prêts hypothécaires commerciaux de 67 millions \$. Cette situation est attribuable à la baisse persistante de la demande en matière de financement commercial. La baisse des prêts personnels, de 53 millions \$ depuis la clôture de l'exercice financier 2003, est attribuable à la vente du portefeuille de prêts Visa de l'Ontario et de l'Ouest canadien pour un montant de 28 millions \$ ainsi qu'à la diminution des prêts aux points de vente, elle-même découlant du changement des stratégies en matière de tarification et de commissions.

Depuis le mois de janvier 2004, le total des prêts, excluant l'effet de la vente du portefeuille de prêts Visa et la titrisation de prêts hypothécaires, a augmenté de 125 millions \$. Ce résultat laisse entrevoir les premiers succès des initiatives stratégiques mises en œuvre récemment.

Le total des dépôts des particuliers a légèrement diminué depuis le 31 octobre 2003, passant de 10,5 milliards \$ à cette date à 10,4 milliards \$ au 30 avril 2004. Cette baisse est essentiellement attribuable à la diminution des dépôts à terme fixe par l'entremise de courtiers, un secteur où le coût de financement est considérablement plus élevé pour la Banque. En même temps, les dépôts à vue et à préavis ont augmenté de 69 millions \$. Un élément clé du plan d'affaires triennal de la Banque consiste à modifier la composition des portefeuilles afin de réduire sa dépendance par rapport aux dépôts à terme fixe et à augmenter sa base de clientèle. La proportion des dépôts des particuliers a augmenté et représentait 84 % des dépôts totaux de 12,4 milliards \$ au 30 avril 2004, comparativement à 79 % au 31 octobre 2003. Cette augmentation est attribuable à la diminution du niveau des dépôts d'entreprises et autres dépôts, alors que la Banque a fait appel à d'autres sources de financement pour répondre à ses besoins de trésorerie à court terme.

Le capital total de la Banque, qui se compose de l'avoir des actionnaires ordinaires, d'actions privilégiées, de la part des actionnaires sans contrôle, et de débentures, s'élevait à 1 431 millions \$ au 30 avril 2004, comparativement à 1 315 millions \$ au 31 octobre 2003, soit une augmentation de 116 millions \$ au cours de la période. Ce changement est principalement attribuable à l'émission de 4,4 millions d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 10 à 5,25 % pour un montant global de 110 millions \$. Étant donné que la Banque entend racheter, au cours du troisième trimestre 2004, les actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, séries 7 et 8 à 7,75 %, pour un montant global de 102 millions \$, incluant une prime de rachat de 2 millions \$, le niveau de capital de première catégorie reviendra à un niveau semblable à celui enregistré au terme de l'exercice financier 2003. La Banque a également fait part de son intention de rembourser ses débentures, série 7 à 5,75 %, pour un montant de 100 millions \$ au mois de juin 2004. La Banque n'a aucun projet de nouvelle émission de capital pour le moment, la direction considérant que sa solide situation financière, une fois ces transactions complétées, permettra de soutenir la réalisation de son plan d'affaires triennal.

L'avoir des actionnaires ordinaires a augmenté à 678 millions \$ au 30 avril 2004, alors qu'il s'établissait à 673 millions \$ au 31 octobre 2003. Le nombre d'actions ordinaires en circulation au 30 avril 2004 s'élevait à 23 482 013; la valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque a augmenté à 28,89 \$, alors qu'elle s'établissait à 28,73 \$ à la clôture de l'exercice financier 2003.

Les ratios de capital BRI de première catégorie et de capital total ont augmenté, atteignant respectivement 11,1 % et 17,4 %, alors qu'ils atteignaient 10,2 % et 15,2 % au 31 octobre 2003. Ce résultat est attribuable principalement à l'émission d'actions privilégiées, telle que décrite ci-dessus. Sur une base *pro forma*, les ratios de capital BRI de première catégorie et de capital total se seraient élevés à 10,3 % et 14,3 % respectivement, en tenant compte des rachats prévus d'actions privilégiées et de débentures ainsi que de la privatisation de B2B Trust. Ces ratios se comparent avantageusement à ceux des autres banques canadiennes. Le ratio de l'actif des actionnaires ordinaires tangible (soit l'actif des actionnaires ordinaires moins les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels) sur l'actif pondéré par le risque s'est amélioré, s'établissant à 8,3 %, comparativement à 7,8 % au 31 octobre 2003.

Lors de sa réunion tenue le 27 mai 2004, le conseil d'administration, tenant compte des résultats satisfaisants ainsi que de la solide situation financière de la Banque telle qu'attestée par les ratios de capital, a annoncé le paiement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 10 juin 2004, de même que le paiement d'un dividende de 0,29 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} août 2004 aux actionnaires inscrits en date du 2 juillet 2004.

L'actif administré s'élevait à 15,8 milliards \$ au 30 avril 2004, comparativement à 15,5 milliards \$ au 31 octobre 2003, et à 15,2 milliards \$ au 30 avril 2003. Cette variation est principalement attribuable à l'augmentation de la valeur marchande des actifs.

INFORMATION SECTORIELLE

Au deuxième trimestre 2004, les Services financiers aux particuliers, dont la contribution représentait 49 % du revenu net, ont maintenu leur niveau de rentabilité par rapport au premier trimestre 2004 et au deuxième trimestre 2003. La contribution des autres lignes d'affaires s'est également avérée positive, ce qui a permis à la Banque de maintenir sa rentabilité globale.

Contributions au revenu net

En millions de dollars	Services financiers aux particuliers	Services financiers aux entreprises	B2B Trust	Gestion du patrimoine et Courtage	Autres	Total ⁽¹⁾
T2 – 2004						
Revenu net	7,6	4,7	2,3	1,0	(2,3)	13,3
	49 %	30 %	15 %	6 %	s/o	100 %
T1 – 2004						
Revenu net	7,5	6,7	3,3	1,2	(5,1)	13,6
	40 %	35 %	18 %	7 %	s/o	100 %
T2 – 2003						
Revenu net	5,6	4,4	2,7	0,3	(2,0)	11,0
	43 %	34 %	21 %	2 %	s/o	100 %

(1) Pourcentage de la contribution au revenu net des quatre lignes d'affaires, à l'exclusion des autres secteurs.

Services financiers aux particuliers

La contribution des Services financiers aux particuliers pour chacun des deux premiers trimestres 2004 était pratiquement équivalente. Le revenu net de cette ligne d'affaires a légèrement augmenté, passant de 7,5 millions \$ pour le premier trimestre 2004 à 7,6 millions \$ pour le deuxième trimestre 2004, tandis que le ratio d'efficacité a varié de 0,9 %, passant de 80,1 % au premier trimestre 2004 à 81,0 % au deuxième trimestre 2004. Les résultats pour le deuxième trimestre 2004 incluent une part de 2,4 millions \$ du gain réalisé grâce à la vente du portefeuille de prêts Visa de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

La croissance des prêts hypothécaires résidentiels pour le deuxième trimestre 2004, qui s'élevaient à 49 millions \$, peut être considérée comme un signe encourageant. Cette croissance témoigne également du ferme engagement des employés, du travail bien ciblé de l'ensemble du réseau, des retombées positives du modèle Entrepreneurship et de la nouvelle campagne de marketing de la Banque. Cet élan de croissance permet à la Banque d'être optimiste alors que s'amorce la saison estivale des prêts hypothécaires.

Le deuxième trimestre 2004 a également été remarquable par les excellents résultats de la campagne REER qui ont dépassé de 20 % les résultats obtenus lors de la campagne REER 2003. Les dépôts des particuliers recueillis au cours de cette période représentent une importante source de financement pour la Banque.

Au deuxième trimestre 2003, la contribution des Services financiers aux particuliers au revenu net de la Banque s'élevait à 5,6 millions \$, incluant les résultats des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, vendues au cours du quatrième trimestre 2003. En 2004, les Services financiers aux particuliers ont maintenu leur rentabilité grâce, principalement, au gain réalisé par la vente du portefeuille de prêts Visa de l'Ontario et l'Ouest canadien, ainsi qu'à la réduction des pertes sur prêts et des impôts sur le revenu.

Les Services financiers aux particuliers concentrent leur attention sur la croissance des revenus. Au cours du deuxième trimestre 2004, un certain nombre d'initiatives ont été mises en œuvre afin de dynamiser le réseau de succursales et de rehausser les relations avec les clients. Pour assurer le développement des activités de la Banque d'une manière durable et rentable, les mesures décrites ci-après ont été implantées sur la base de ces quatre stratégies présentées dans le plan d'affaires triennal :

- *Déploiement du projet Entrepreneurship*
 - *Nouvelle signature Banque Laurentienne*
 - *Optimisation du réseau de succursales*
 - *Approche « détaillant »*
- En assurant le déploiement du projet *Entrepreneurship*, la Banque manifestait clairement sa détermination à se distinguer, tout spécialement en se rapprochant davantage de sa clientèle. C'est dans cet esprit que la Banque, toujours soucieuse de rehausser son réseau de succursales, a mis en œuvre le projet pilote Espresso. Ce concept inédit sera testé dès le début du mois de juillet 2004 dans une succursale située dans l'arrondissement Outremont, à Montréal. L'exploitation d'une succursale bancaire conjointement avec un café-bistro est une innovation qui se distingue de toutes les autres approches actuellement pratiquées dans le secteur bancaire. En s'associant avec un leader québécois dans le domaine des cafés-bistros – Café bistro Van Houtte – la Banque entend se rapprocher encore davantage de sa clientèle, attirer de nouveaux clients et être reconnue comme un leader avant-gardiste et dynamique.
 - Soutenue par les conclusions d'études de marché approfondies ainsi que par l'analyse de données démographiques et géographiques, la Banque a pris la décision au cours du deuxième trimestre 2004 d'ouvrir trois nouvelles succursales arborant la nouvelle signature Banque Laurentienne. Ces succursales sont situées à Gatineau ainsi qu'à Blainville et Mascouche, deux banlieues en plein essor au nord de Montréal. D'autres succursales pourraient également être ouvertes prochainement dans la mesure où les résultats d'études de localisation sont probants.
 - Au mois de mars 2004, la Banque et IBM Canada ont annoncé une entente, évaluée à 14 millions \$, pour étendre et optimiser le réseau de guichets automatiques de la Banque, et soutenir ainsi ses projets de développement et d'optimisation de son réseau de succursales. En vertu de cette entente, 200 guichets automatiques Wincor Nixdorf, à la fine pointe de la technologie, seront installés dans toutes les régions du Québec. Ces guichets, qui font appel aux plus récentes technologies, permettront à la Banque d'offrir instantanément, sur demande, de nouveaux services bancaires à ses clients, particuliers et commerciaux. Ces guichets peuvent répondre beaucoup plus rapidement aux demandes des clients et également afficher les plus récentes mises à jour concernant les promotions et services offerts par la Banque.
 - Au mois d'avril 2004, la Banque s'est associée au réseau de télévision TVA, membre de Quebecor Média, à titre de principal commanditaire d'une nouvelle émission de télé-réalité, *Pour le meilleur et pour le pire*. Cette émission met en compétition quatre couples qui ont l'intention de se marier prochainement dans une série de mises en situation inusitées. *Pour le meilleur et pour le pire*, en ondes au mois de septembre 2004, contribuera à rehausser le profil de la Banque dans ses marchés.

Service financiers aux entreprises

Le revenu net de cette ligne d'affaires s'élevait à 4,7 millions \$ au deuxième trimestre 2004, comparativement à 6,7 millions \$ au premier trimestre 2004. Les revenus ont légèrement diminué et s'établissaient à 22,7 millions \$, un résultat attribuable à la baisse de revenus nets d'intérêt à la suite de la diminution des volumes de prêts. Les pertes sur prêts ont augmenté de 1,7 million \$ au cours du deuxième trimestre 2004 et s'élevaient à 6,1 millions \$, ce qui reflète le règlement de certains prêts commerciaux. Cette situation a toutefois contribué à réduire certaines expositions au risque, tel que le reflète la diminution des prêts douteux nets.

Au deuxième trimestre 2003, le revenu net des Services financiers aux entreprises s'élevait à 4,4 millions \$, incluant l'impact de 5,0 millions \$, ou 3,3 millions \$ net des impôts sur le revenu, de la perte sur prêt liée à l'exposition de la Banque vis-à-vis Air Canada. En excluant l'impact de cette perte sur prêt à Air Canada, la baisse de rentabilité en 2004 est attribuable à la diminution des revenus, elle-même reliée à la baisse des volumes de prêts.

Au cours du deuxième trimestre 2004, la Banque a entrepris une analyse stratégique approfondie des activités des Services financiers aux entreprises. La Banque est fermement engagée à assurer une croissance significative du volume de prêts commerciaux de qualité au Québec et en Ontario, ainsi que du volume de prêts hypothécaires partout au Canada. En 2003, les Services financiers aux particuliers avaient fait l'objet d'une telle analyse stratégique.

Les Services financiers aux entreprises ont également lancé leur nouvelle campagne publicitaire au cours du deuxième trimestre 2004, avec pour publics cibles à la fois les entreprises de taille intermédiaires et les entreprises agricoles. D'autres initiatives suivront d'ici la fin de l'exercice financier, lorsque l'analyse stratégique sera complétée.

B2B Trust

Tel qu'il a été indiqué ci-dessus, la Banque a fait part de sa décision de privatiser B2B Trust. Cette décision ne modifie en rien la stratégie d'affaires de B2B Trust, et son engagement envers ses partenaires financiers non bancaires et ses clients demeure inchangé. B2B Trust poursuivra ses efforts en vue de développer ses activités dans le domaine des prêts à la consommation, tout en continuant d'assurer la croissance de ses prêts à l'investissement. À cet égard d'ailleurs, B2B Trust a lancé un nouveau produit, le Prêt Accélérateur 100 %, qui offre aux investisseurs et à leurs conseillers financiers un processus dynamique pour simplifier les démarches de demande de crédit, de souscription et d'acheminement, et qui leur permet, en temps normal, de disposer de leurs fonds en moins de 24 heures. En anticipant ainsi les besoins des clients de même que les développements dans le marché, B2B Trust confirme sa position de chef de file dans le domaine des prêts à l'investissement.

La ligne d'affaires B2B Trust a annoncé une légère baisse de revenus au deuxième trimestre 2004, alors que son revenu net s'établissait à 2,3 millions \$, comparativement à 2,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2003. Pour le premier trimestre 2004, le revenu net de B2B Trust s'établissait à 3,3 millions \$, incluant un ajustement favorable exceptionnel de 1,0 million \$ de l'actif d'impôts futurs suite à l'augmentation du taux d'imposition des sociétés en Ontario.

Les revenus de B2B Trust sont demeurés relativement stables et s'établissaient à 14,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2004, comparativement à 15,0 millions \$ pour le premier trimestre 2004 et à 15,4 millions \$ pour le deuxième trimestre 2003. Le resserrement des marges nettes d'intérêt constitue la raison de cette légère diminution, alors que les autres revenus de services tarifés ont augmenté à 4,3 millions \$ pour le deuxième trimestre 2004, comparativement à 4,2 millions \$ pour le premier trimestre 2004 et à 3,9 millions \$ pour le deuxième trimestre 2003. Les dépenses sont également demeurées stables au cours de ces trimestres. Le ratio d'efficacité s'établissait à 65,2 % au deuxième trimestre 2004, comparativement à 62,5 % au premier trimestre 2004 et à 60,4 % au deuxième trimestre 2003.

L'augmentation de la provision pour pertes sur prêts, à 0,6 million \$ pour le premier et le deuxième trimestres 2004 comparativement à 0,4 million \$ pour le deuxième trimestre 2003, est attribuable à la croissance, de l'ordre de 45 %, des activités de B2B Trust dans le domaine des lignes de crédit, alors que la qualité de crédit du portefeuille de prêts à l'investissement est demeurée solide. B2B Trust, par ailleurs, surveille de très près l'évolution de son portefeuille de lignes de crédit personnel afin d'en assurer un développement rentable.

Gestion du patrimoine et Courtage

La ligne d'affaires Gestion du patrimoine et Courtage a déclaré un revenu net de 1,0 million \$ pour le deuxième trimestre 2004, comparativement à 1,2 million \$ pour le premier trimestre 2004 et 0,3 million \$ pour le deuxième trimestre 2003.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne a amélioré de manière substantielle sa contribution aux résultats de l'exercice financier 2004. Pour un deuxième trimestre consécutif, son revenu a atteint le seuil du million de dollars, ce qui représente une amélioration remarquable par rapport à sa contribution pour la même période de l'exercice financier 2003. Le revenu total s'élevait à 5,5 millions \$ pour le deuxième trimestre 2004, comparativement à 5,9 millions \$ pour le premier trimestre 2004 et à 4,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2003. Valeurs mobilières Banque Laurentienne exploite deux secteurs d'activité : d'une part, une division de transactions à revenu fixe et, d'autre part, des activités de courtage au détail. Ces deux secteurs contribuent maintenant de manière positive aux résultats.

BLC-Edmond de Rothschild Gestion d'actifs a encore fait ses frais au deuxième trimestre 2004, en ce qui concerne ses résultats. Les revenus de gestion ont augmenté de 45 %, passant de 2,0 millions \$ (1,0 million \$ – participation de 50 %) au deuxième trimestre 2003 à 2,9 millions \$ (1,5 million \$ – participation de 50 %) au deuxième trimestre 2004. Les fonds communs de placement sous gestion ont augmenté de manière significative, un résultat attribuable principalement à une augmentation des ventes nettes de l'ordre de 14 % depuis la clôture de l'exercice financier 2003, comparativement à une augmentation de 3 % pour l'ensemble de l'industrie. Cette bonne performance de ventes, combinée à la vigueur du marché des actions, ont permis à BLC-Edmond de Rothschild Gestion d'actifs d'augmenter ses actifs sous gestion de 9 % depuis le 31 octobre 2003, pour les porter à 1,7 milliard \$ au 30 avril 2004. BLC-Edmond de Rothschild Gestion d'actifs gère des portefeuilles pour ses divisions de fonds communs de placement et de gestion financière, privée et institutionnelle.

Autres secteurs

L'amélioration de la performance du secteur Autres est principalement attribuable à la part de 2,0 millions \$ provenant du gain réalisé grâce à la vente du portefeuille de prêts Visa, ainsi qu'aux activités de titrisation qui ont généré des revenus de 1,7 million \$.

RÉGIE D'ENTREPRISE

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque Laurentienne ont examiné ce rapport avant sa publication. Les mesures de contrôle et les procédures adoptées par la Banque Laurentienne permettent au président et chef de la direction, ainsi qu'au premier vice-président exécutif et chef de la direction financière, de veiller à ce que les états financiers consolidés intermédiaires soient présentés de manière impartiale.



L. Denis Desautels, O.C.
Président du conseil



Raymond McManus
Président et
chef de la direction

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PRÉVISIONNELS

Le présent rapport et les renseignements connexes peuvent contenir des énoncés prévisionnels, y compris des énoncés relatifs aux affaires et au rendement financier escompté de la Banque Laurentienne. Ces énoncés sont assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent varier des résultats envisagés dans les énoncés prévisionnels. De telles variations peuvent être attribuables à divers facteurs dont, entre autres, l'activité des marchés financiers mondiaux, des changements des politiques monétaires et économiques des gouvernements, des variations des taux d'intérêt, des niveaux d'inflation et des conditions économiques en général, des développements de nature législative et réglementaire, la concurrence et des changements technologiques. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des énoncés prévisionnels pour prendre des décisions devraient soigneusement tenir compte des facteurs identifiés ci-dessus ainsi que d'autres incertitudes, et ne devraient pas accorder une confiance induite à de tels énoncés prévisionnels. La Banque Laurentienne ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, oraux ou écrits, émis par elle-même ou en son nom.

Points saillants financiers

En millions de dollars, sauf les données par action (non vérifiées)	T2-04	T2-03	Variation en pourcentage T2-04/T2-03	Pour les périodes de six mois terminées les		Variation en pourcentage 2004/2003
				30 avril 2004	30 avril 2003	
Résultats						
Revenu net	13,3 \$	11,0 \$	20,9 %	27,0 \$	30,9 \$	(12,6)%
Revenu net attribuable						
aux actionnaires ordinaires	9,9 \$	7,6 \$	30,3 %	20,0 \$	23,9 \$	(16,3)%
Rendement de l'avoir						
des actionnaires ordinaires	5,9 %	4,9 %		6,0 %	7,7 %	
Par action ordinaire						
Revenu net						
de base	0,42 \$	0,32 \$	31,3 %	0,85 \$	1,02 \$	(16,7)%
dilué	0,42 \$	0,32 \$	31,3 %	0,85 \$	1,02 \$	(16,7)%
Dividendes	0,29 \$	0,29 \$	– %	0,58 \$	0,58 \$	– %
Valeur comptable				28,89 \$	27,01 \$	7,0 %
Cours de l'action – clôture				27,67 \$	27,00 \$	2,5 %
Situation financière						
Actif au bilan				16 757 \$	18 677 \$	(10,3)%
Actif administré				15 781 \$	15 176 \$	4,0 %
Prêts, acceptations bancaires et actifs						
achetés en vertu d'ententes de revente,						
montant net				12 160 \$	14 050 \$	(13,5)%
Dépôts de particuliers				10 378 \$	12 159 \$	(14,6)%
Avoir des actionnaires, part des actionnaires						
sans contrôle dans une filiale et débetures				1 431 \$	1 281 \$	11,7 %
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)				23 482	23 412	0,3 %
Prêts douteux nets (en % des prêts,						
acceptations bancaires et actifs achetés						
en vertu d'ententes de revente)				– %	0,1 %	
Actif pondéré par le risque				8 093 \$	9 432 \$	(14,2)%
Ratio de capital						
Première catégorie – BRI				11,1 %	8,8 %	
Capital total – BRI				17,4 %	13,3 %	
Ratio de l'actif sur le capital BRI				11,9 x	15,0 x	
Avoir des actionnaires ordinaires tangibles						
en pourcentage de l'actif pondéré par le risque				8,3 %	6,7 %	
RATIOS FINANCIERS						
Par action ordinaire						
Ratio cours / bénéfice (quatre derniers trimestres)				8,8 x	11,6 x	
Valeur au marché / valeur comptable				96 %	100 %	
Dividende par action / valeur au marché	4,19 %	4,30 %		4,19 %	4,30 %	
Ratio du dividende versé	68,7 %	89,8 %		68,0 %	56,8 %	
En pourcentage de l'actif moyen						
Revenu net d'intérêt	1,66 %	1,86 %		1,67 %	1,87 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,26 %	0,35 %		0,25 %	0,29 %	
Revenu net	0,33 %	0,24 %		0,33 %	0,34 %	
Revenu net attribuable						
aux actionnaires ordinaires	0,25 %	0,17 %		0,24 %	0,26 %	
Rentabilité						
Autres revenus (en % du revenu total)	45,9 %	38,6 %		43,9 %	39,6 %	
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt						
en % du revenu total)	76,3 %	74,1 %		76,6 %	72,4 %	
AUTRES RENSEIGNEMENTS						
Nombre d'employés en équivalent temps plein				3 167	3 738	
Nombre de succursales				154	213	
Nombre de guichets automatiques				281	348	

État consolidé des résultats

En milliers de dollars, sauf les données par action (non vérifié)	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Revenu d'intérêt					
Prêts	171 224 \$	180 329 \$	211 675 \$	351 553 \$	430 338 \$
Valeurs mobilières	11 271	19 370	21 589	30 641	41 064
Dépôts à d'autres institutions financières	2 601	2 651	2 489	5 252	4 432
	185 096	202 350	235 753	387 446	475 834
Frais d'intérêt					
Dépôts et autres éléments de passif	111 523	125 384	144 372	236 907	289 849
Débitures subordonnées	6 814	6 987	6 765	13 801	13 757
	118 337	132 371	151 137	250 708	303 606
Revenu net d'intérêt	66 759	69 979	84 616	136 738	172 228
Provision pour pertes sur prêts (note 2)	10 500	9 750	16 000	20 250	27 000
	56 259	60 229	68 616	116 488	145 228
Autres revenus					
Frais et commissions sur prêts et dépôts	22 830	22 214	26 204	45 044	51 311
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	11 391	12 706	11 865	24 097	24 681
Commissions de courtage	5 128	5 456	3 583	10 584	8 454
Revenus de régimes enregistrés autogérés	3 326	3 051	3 242	6 377	6 342
Revenus tirés de la vente et de la gestion de fonds communs de placement	3 582	2 982	2 555	6 564	5 280
Revenus d'assurance	1 591	1 825	1 946	3 416	3 645
Revenus de titrisation	1 713	267	607	1 980	1 632
Autres	7 082	2 001	3 087	9 083	11 754
	56 643	50 502	53 089	107 145	113 099
	112 902	110 731	121 705	223 633	258 327
Frais autres que d'intérêt					
Salaires et avantages sociaux	45 844	46 138	47 883	91 982	99 115
Frais de locaux et technologie	26 998	26 334	31 759	53 332	63 151
Autres	21 324	20 294	22 381	41 618	44 333
	94 166	92 766	102 023	186 932	206 599
Revenu avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	18 736	17 965	19 682	36 701	51 728
Impôts sur le revenu	4 719	3 354	7 781	8 073	18 845
Revenu avant part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	14 017	14 611	11 901	28 628	32 883
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	677	979	920	1 656	1 996
Revenu net	13 340 \$	13 632 \$	10 981 \$	26 972 \$	30 887 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents	3 431	3 527	3 422	6 958	6 980
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	9 909 \$	10 105 \$	7 559 \$	20 014 \$	23 907 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	23 481	23 457	23 412	23 469	23 411
Nombre moyen d'actions ordinaires après dilution (en milliers)	23 519	23 501	23 453	23 510	23 456
Revenu net par action ordinaire de base	0,42 \$	0,43 \$	0,32 \$	0,85 \$	1,02 \$
dilué	0,42 \$	0,43 \$	0,32 \$	0,85 \$	1,02 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

En milliers de dollars (non vérifié)	30 avril 2004	31 octobre 2003	30 avril 2003
ACTIF			
Liquidités			
Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt	47 479 \$	100 001 \$	79 173 \$
Dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt	534 589	622 923	433 285
Chèques et autres effets en transit, montant net	106 849	111 809	35 913
	688 917	834 733	548 371
Valeurs mobilières			
Portefeuille de placement	2 218 059	2 064 301	2 397 407
Portefeuille de négociation	913 167	1 006 575	925 455
	3 131 226	3 070 876	3 322 862
Actifs achetés en vertu d'ententes de revente	1 010 062	882 036	623 294
Prêts (notes 2 et 3)			
Personnels	3 592 635	3 646 070	3 963 897
Hypothécaires résidentiels	5 319 501	5 274 128	6 658 372
Hypothécaires commerciaux	638 299	705 101	875 933
Commerciaux et autres	1 534 266	1 571 491	1 837 577
	11 084 701	11 196 790	13 335 779
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(136 795)	(163 177)	(210 424)
	10 947 906	11 033 613	13 125 355
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	202 415	235 286	300 879
Immobilisations	103 508	114 479	143 238
Écarts d'acquisition	54 029	54 029	54 029
Autres éléments d'actif	618 886	512 716	559 218
	978 838	916 510	1 057 364
	16 756 949 \$	16 737 768 \$	18 677 246 \$
PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES			
Dépôts			
Particuliers	10 378 196 \$	10 508 592 \$	12 159 192 \$
Entreprises et autres	2 030 771	2 784 357	2 548 518
	12 408 967	13 292 949	14 707 710
Autres			
Engagements afférents à des actifs vendus à découvert	1 182 465	969 663	1 003 149
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	684 276	173 246	636 677
Acceptations	202 415	235 286	300 879
Autres éléments de passif	847 604	751 484	747 833
	2 916 760	2 129 679	2 688 538
Débitures subordonnées	400 000	400 000	400 000
Part des actionnaires sans contrôle dans une filiale	42 745	41 827	48 226
Avoir des actionnaires			
Capital-actions (note 4)			
Actions privilégiées	310 000	200 000	200 400
Actions ordinaires	247 845	246 813	246 305
Bénéfices non répartis	430 632	426 500	386 067
	988 477	873 313	832 772
	16 756 949 \$	16 737 768 \$	18 677 246 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

En milliers de dollars (non vérifié)	Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2004	30 avril 2003
CAPITAL-ACTIONS (note 4)		
Actions privilégiées		
Solde au début de la période	200 000 \$	200 400 \$
Émission au cours de la période	110 000	–
Solde à la fin de la période	310 000	200 400
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	246 813	246 230
Émissions au cours de la période	1 032	75
Solde à la fin de la période	247 845	246 305
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS		
Solde au début de la période	426 500	375 740
Revenu net	26 972	30 887
Dividendes		
Actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents	(6 958)	(6 980)
Actions ordinaires	(13 618)	(13 580)
Frais d'émission d'actions privilégiées, nets des impôts sur le revenu	(2 264)	–
Solde à la fin de la période	430 632	386 067
TOTAL DE L'AVOIR DES ACTIONNAIRES	988 477 \$	832 772 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

En milliers de dollars (non vérifié)	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Revenu net	13 340 \$	13 632 \$	10 981 \$	26 972 \$	30 887 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :					
Provision pour pertes sur prêts	10 500	9 750	16 000	20 250	27 000
Gains sur les activités de titrisation	(1 270)	–	–	(1 270)	(1 859)
Pertes nettes (gains nets) sur disposition d'immobilisations	520	(280)	46	240	2 491
Gain sur la cession d'un portefeuille de prêts (note 2)	(4 435)	–	–	(4 435)	–
Gains nets sur disposition de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	(5 823)	(7 048)	(1 724)	(12 871)	(11 877)
Charge d'impôts futurs (récupération)	(100)	(1 222)	2 906	(1 322)	6 997
Amortissements	9 534	9 599	10 813	19 133	20 823
Variation nette des valeurs mobilières détenues aux fins de négociation	108 469	(15 061)	(170 983)	93 408	40 017
Variation des intérêts courus à recevoir	880	5 732	(16 043)	6 612	(5 910)
Diminution (augmentation) des gains non réalisés et des montants à recevoir sur les instruments financiers dérivés	39 560	(155 740)	(11 720)	(116 180)	(24 463)
Variation des intérêts courus à payer	(49 613)	51 418	(17 989)	1 805	13 413
Diminution (augmentation) des pertes non réalisées et des montants à payer sur les instruments financiers dérivés	(29 877)	129 520	17 969	99 643	21 379
Autres, net	3 683	(364)	15 095	3 319	16 242
	95 368	39 936	(144 649)	135 304	135 140
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation nette des dépôts	(85 486)	(798 496)	(411 500)	(883 982)	(260 564)
Variation nette des engagements afférents à des actifs vendus à découvert	(507 419)	720 221	202 820	212 802	142 129
Variation nette des engagements afférents à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	611 490	(100 460)	291 190	511 030	188 815
Émission d'actions privilégiées, nette des frais d'émission (note 4)	106 682	–	–	106 682	–
Émissions d'actions ordinaires, nettes des frais d'émission (note 4)	56	976	–	1 032	75
Dividendes, y compris les impôts sur le revenu y afférents	(10 621)	(10 715)	(10 659)	(21 336)	(21 455)
	114 702	(188 474)	71 851	(73 772)	49 000
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Flux de trésorerie nets résultant de la cession d'un portefeuille de prêts (note 2)	32 216	–	–	32 216	–
Flux de trésorerie nets affectés à l'acquisition d'actifs nets	–	–	–	–	(28 427)
Variation nette des dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt	(149 473)	237 807	(320 914)	88 334	(168 313)
Acquisitions de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	(8 574 119)	(5 376 982)	(6 329 560)	(13 951 101)	(15 427 717)
Échéances de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	2 774	24 298	18 002	27 072	18 002
Produits de disposition de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	8 111 773	5 671 369	6 551 030	13 783 142	15 108 770
Variation nette des prêts	(182 701)	167 377	(141 821)	(15 324)	(41 781)
Variation nette des actifs achetés en vertu d'ententes de revente	325 062	(453 088)	138 390	(128 026)	246 536
Produits de la titrisation de prêts hypothécaires (note 3)	52 634	–	–	52 634	39 836
Acquisitions d'immobilisations	(8 557)	(2 254)	(11 623)	(10 811)	(12 317)
Produit de disposition d'immobilisations	30	2 820	728	2 850	7 658
	(390 361)	271 347	(95 768)	(119 014)	(257 753)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(180 291)	122 809	(168 566)	(57 482)	(73 613)
Espèces et quasi-espèces en début de période	334 619	211 810	283 652	211 810	188 699
Espèces et quasi-espèces en fin de période	154 328 \$	334 619 \$	115 086 \$	154 328 \$	115 086 \$
Les espèces et quasi-espèces se détaillent comme suit :					
Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt	47 479 \$	89 185 \$	79 173 \$	47 479 \$	79 173 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	106 849	245 434	35 913	106 849	35 913
	154 328 \$	334 619 \$	115 086 \$	154 328 \$	115 086 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :					
Intérêts versés durant la période	164 198 \$	82 035 \$	171 018 \$	246 233 \$	296 379 \$
Impôts sur le revenu payés durant la période	5 561 \$	10 915 \$	11 012 \$	16 476 \$	14 425 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non vérifiées)

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de Banque Laurentienne du Canada ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément à la *Loi sur les banques* qui prévoit que, sauf spécification contraire du surintendant des institutions financières du Canada, les états financiers consolidés intermédiaires sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) pour les états financiers intermédiaires. Par conséquent, ils ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers consolidés intermédiaires, y compris les traitements comptables prescrits par le surintendant, sont identiques à ceux utilisés aux états financiers vérifiés consolidés de la Banque au 31 octobre 2003, à l'exception de ce qui est mentionné ci-dessous. Ces conventions comptables sont conformes, à tous les égards importants, aux PCGR. Ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés vérifiés. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction en tenant compte de leur importance relative. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice courant.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le 1^{er} novembre 2003, la Banque a adopté la note d'orientation en comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) n° 13 (NOC-13), intitulée « Relations de couverture » ainsi que l'abrégé des délibérations du comité sur les problèmes nouveaux n° 128 (CPN-128), intitulé « Comptabilisation des instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction (négociation) ou de spéculation ou à des fins autres que de couverture ». Cette note d'orientation établit certaines conditions d'admissibilité à l'utilisation de la comptabilité de couverture, lesquelles sont plus rigoureuses et moins informelles que les normes précédentes.

Les produits dérivés sont principalement utilisés pour gérer les risques à l'égard des taux d'intérêt et des devises. Les produits dérivés sont également utilisés dans les activités de négociation ou pour répondre aux besoins des clients.

Les produits dérivés utilisés afin de gérer les risques à l'égard des taux d'intérêt sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, le revenu ou les frais d'intérêt liés à ces instruments dérivés sont comptabilisés et inclus dans le revenu d'intérêt ou les frais d'intérêt dans les états consolidés des résultats et présentés dans les autres actifs ou les autres passifs dans le bilan consolidé.

Lorsque les produits dérivés sont utilisés pour gérer ses propres risques, la Banque détermine pour chaque produit dérivé si la comptabilité de couverture est appropriée. Si la comptabilité de couverture est appropriée, la relation de couverture est désignée comme couverture de la juste valeur ou des flux de trésorerie. La couverture est documentée dès sa mise en place, pour déterminer l'objectif précis de gestion du risque ainsi que la stratégie de couverture. La documentation précise l'actif ou le passif couvert, le risque géré par l'opération de couverture, le type de produit dérivé utilisé et la méthode d'évaluation de l'efficacité qui sera appliquée. Le produit dérivé doit avoir une grande efficacité pour compenser comme prévu la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie découlant du risque couvert, tant au moment de la mise en place de la couverture qu'au cours de sa durée de vie.

Les opérations de couverture de la juste valeur consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt pour couvrir les variations de la juste valeur d'un actif, d'un passif ou d'un engagement ferme. Les opérations de couverture des flux de trésorerie consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de variation des flux de trésorerie liés à un actif ou à un passif assorti d'un taux variable. Lorsqu'un produit dérivé s'avère efficace pour la couverture de la juste valeur ou des flux de trésorerie, la juste valeur du produit dérivé est constatée dans les autres éléments d'actif ou de passif à leur montant brut et le gain ou la perte lié à ce produit dérivé est reporté.

S'il s'avère que le produit dérivé ne répond plus aux conditions de couverture efficace ou s'il est vendu ou liquidé, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur une base prospective. Le gain ou la perte reporté est inscrit au poste Revenu net d'intérêt au cours des périodes où l'élément couvert influe sur les résultats. La comptabilité de couverture cesse aussi d'être appliquée au moment de la vente de l'élément couvert ou de sa liquidation avant l'échéance prévue. À ce moment, le gain ou la perte reporté est inscrit à la rubrique Autres revenus.

Les produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation et qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture sont inscrits à leur juste valeur brute dans les autres éléments d'actif ou de passif, toute variation de cette juste valeur étant constatée à la rubrique Autres revenus. Il est toujours possible de désigner ces produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation à titre de couverture dans de futures relations de couverture. Au moment de la désignation, toute juste valeur antérieurement inscrite au bilan consolidé sera amortie dans les autres revenus sur la durée résiduelle du produit dérivé.

Lorsque les produits dérivés sont utilisés dans le cadre des activités de négociation ou pour répondre aux besoins de clients, les gains et les pertes réalisés et non réalisés qui en résultent sont constatés à la rubrique Autres revenus. Les gains et les pertes non réalisés sont inscrits à leur montant brut dans les autres éléments d'actif ou de passif.

Les cours du marché sont déterminés au moyen de modèles d'établissement des prix qui intègrent les prix du marché courants et les prix contractuels des instruments sous-jacents, la valeur temporelle de l'argent, les courbes de rendement et les facteurs de volatilité.

Les dépôts de garantie obligatoires sont également inclus dans les autres éléments d'actif.

L'application initiale de ces directives, au 1^{er} novembre 2003, a eu pour effet d'augmenter les autres éléments d'actif et les gains reportés de 108 810 000 \$, dont 19 087 000 \$ sont liés à des produits dérivés qui se qualifient toujours pour la comptabilité de couverture. De plus, les autres éléments de passifs et les pertes reportées ont été augmentés de 102 553 000 \$, dont 4 434 000 \$

1. CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

sont liés à des produits dérivés qui se qualifient toujours pour la comptabilité de couverture. Selon les règles de transition de la nouvelle norme, les pertes reportées nettes liées aux instruments financiers dérivés pour lesquels la comptabilité de couverture n'était plus appropriée s'élevaient à 8 396 000 \$ au 1^{er} novembre 2003. Ces pertes reportées nettes sont constatées aux résultats sur la durée résiduelle des éléments de couverture.

PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS

En juillet 2003, l'ICCA a publié le chapitre 1100 intitulé « Principes comptables généralement reconnus ». Ce chapitre établit des normes de communication d'une information financière en conformité avec les PCGR et indique quelles sont les sources à consulter lors du choix des conventions comptables à employer ou de la détermination des informations à fournir, dans les cas où un sujet n'est pas traité explicitement dans les sources premières des PCGR. L'adoption initiale de ce nouveau chapitre, appliqué de façon prospective le 1^{er} novembre 2003, n'a pas eu de répercussion importante sur les états financiers consolidés de la Banque. Toutefois, la Banque poursuit son analyse des incidences du nouveau chapitre et il est possible, une fois l'analyse complétée, que certains postes du bilan, qui historiquement étaient présentés sur la base de leur valeur nette conformément aux pratiques de l'industrie bancaire canadienne, soient reclassés et présentés sur la base de leur valeur brute.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES À VENIR

Présentation des passifs et capitaux propres

En novembre 2003, le conseil des normes comptables a approuvé une modification au chapitre 3860 du Manuel de l'ICCA intitulé « Instruments financiers – information à fournir et présentation » en vue d'exiger que les obligations pouvant être réglées, au gré de l'émetteur, au moyen d'un nombre variable de ses propres instruments de capitaux propres, soient présentées comme des passifs. À la suite de la modification, les titres émis par la Banque qui lui confèrent le droit absolu de régler le principal au moyen de liquidités ou de ses instruments de capitaux propres, pour une valeur équivalente, ne seront plus présentés comme des éléments de capitaux propres. Les recommandations s'appliqueront de façon rétroactive à tous les exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2004. L'application de cette modification ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Banque.

2. PRÊTS

A) PRÊTS ET PRÊTS DOUTEUX

Au 30 avril 2004					
En milliers de dollars	Montant brut des prêts	Montant brut des prêts douteux	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
Prêts personnels	3 592 635 \$	21 115 \$	7 440 \$	19 449 \$	26 889 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 319 501	11 936	3 356	5 048	8 404
Prêts hypothécaires commerciaux	638 299	11 773	4 378	5 043	9 421
Prêts commerciaux et autres	1 534 266	93 612	44 371	25 486	69 857
Provision générale non attribuée	–	–	–	22 224	22 224
	11 084 701 \$	138 436 \$	59 545 \$	77 250 \$	136 795 \$
Au 31 octobre 2003					
En milliers de dollars	Montant brut des prêts	Montant brut des prêts douteux	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
Prêts personnels	3 646 070 \$	19 594 \$	9 311 \$	19 715 \$	29 026 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 274 128	13 991	3 741	5 611	9 352
Prêts hypothécaires commerciaux	705 101	13 030	6 048	7 561	13 609
Prêts commerciaux et autres	1 571 491	138 571	66 827	20 167	86 994
Provision générale non attribuée	–	–	–	24 196	24 196
	11 196 790 \$	185 186 \$	85 927 \$	77 250 \$	163 177 \$
Au 30 avril 2003					
En milliers de dollars	Montant brut des prêts	Montant brut des prêts douteux	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
Prêts personnels	3 963 897 \$	25 579 \$	9 047 \$	21 161 \$	30 208 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 658 372	10 966	4 357	6 911	11 268
Prêts hypothécaires commerciaux	875 933	16 560	9 690	9 292	18 982
Prêts commerciaux et autres	1 837 577	174 633	101 580	24 755	126 335
Provision générale non attribuée	–	–	–	23 631	23 631
	13 335 779 \$	227 738 \$	124 674 \$	85 750 \$	210 424 \$

B) PROVISIONS SPÉCIFIQUES POUR PERTES SUR PRÊTS

En milliers de dollars	Pour les périodes de six mois terminées les 30 avril					
						2004
	Prêts personnels	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts commerciaux et autres	Total des provisions spécifiques	Total des provisions spécifiques
Solde en début de période	9 311 \$	3 741 \$	6 048 \$	66 827 \$	85 927 \$	132 381 \$
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	8 997	689	674	9 890	20 250	27 000
Radiations	(12 646)	(1 241)	(2 358)	(32 725)	(48 970)	(36 636)
Recouvrements	1 778	167	14	379	2 338	1 929
Solde en fin de période	7 440 \$	3 356 \$	4 378 \$	44 371 \$	59 545 \$	124 674 \$

C) PROVISIONS GÉNÉRALES POUR PERTES SUR PRÊTS

En milliers de dollars	Pour les périodes de six mois terminées les 30 avril						
						2004	2003
	Prêts personnels	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts commerciaux et autres	Provision générale non attribuée	Total des provisions générales	Total des provisions générales
Solde en début de période	19 715 \$	5 611 \$	7 561 \$	20 167 \$	24 196 \$	77 250 \$	85 500 \$
Variation au cours de la période	(266)	(563)	(2 518)	5 319	(1 972)	-	-
Provision pour pertes sur prêts résultant d'une acquisition	-	-	-	-	-	-	250
Solde en fin de période	19 449 \$	5 048 \$	5 043 \$	25 486 \$	22 224 \$	77 250 \$	85 750 \$

D) CESSION D'UN PORTEFEUILLE DE PRÊTS SUR CARTES DE CRÉDIT

Le 2 février 2004, la Banque a vendu son portefeuille de prêts sur cartes de crédit, de l'Ontario et de l'Ouest canadien ainsi que les droits contractuels y afférents, évalué à 27 891 000 \$. Le prix de vente, payé en espèces le 2 février 2004, s'est élevé à 32 216 000 \$, pour un gain de 4 435 000 \$, net des frais associés à la transaction et des frais de conversion applicables.

3. TITRISATION DE PRÊTS

Au cours du trimestre, la Banque a titrisé des prêts hypothécaires résidentiels assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), pour un montant de 52 890 000 \$, par la création de titres hypothécaires. La Banque a subséquemment vendu ces titres hypothécaires. La Banque a perçu relativement à cette cession un produit en espèces de 52 634 000 \$ et a constaté un gain de 1 270 000 \$, net des frais liés à la transaction, au poste Autres revenus. La Banque conserve également des droits relatifs aux intérêts excédentaires gagnés sur ces prêts hypothécaires titrisés, lesquels sont évalués à 3 179 000 \$.

L'encours total des prêts titrisés s'élève à 784 448 000 \$ au 30 avril 2004 (940 513 000 \$ au 31 octobre 2003).

4. CAPITAL-ACTIONS

Émission d'actions privilégiées

Le 15 avril 2004, la Banque a émis 4 400 000 d'actions privilégiées de série 10 comportant un dividende privilégié non cumulatif trimestriel de 0,328 \$ par action, au prix de 25 \$ chacune, pour un montant global de 110 000 000 \$. À compter du 15 juin 2009, la Banque pourra racheter ces actions à un prix de 25 \$ chacune plus, si le rachat a lieu avant le 15 juin 2013, une prime de 1 \$ qui diminuera à zéro en fonction de la date de rachat. La Banque pourra aussi, à compter du 15 juin 2009, convertir la totalité ou une partie de ces actions privilégiées de série 10 en un nombre entier d'actions ordinaires déterminé en divisant le prix de rachat alors applicable par le plus élevé de 2,50 \$ ou 95 % du cours moyen pondéré des actions ordinaires en vigueur à cette date. Le produit net de l'émission pour la Banque s'est établi à 106 682 000 \$ (net des frais d'émission). Ce produit a été ajouté aux fonds généraux de la Banque et servira à des fins commerciales générales, ainsi qu'à payer le prix de rachat des actions privilégiées de catégorie A, séries 7 et 8 totalisant 102 000 000 \$ (voir note 7).

4. CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Emission d'actions ordinaires

Au cours du deuxième trimestre de 2004, 2 618 actions ordinaires ont été émises dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions pour la direction de la Banque pour une contrepartie au comptant de 56 000 \$.

Au cours du premier trimestre de 2004, 43 810 actions ordinaires ont été émises dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions pour la direction de la Banque pour une contrepartie au comptant de 976 000 \$.

Émis et en circulation	Au 30 avril 2004		Au 31 octobre 2003	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
En milliers de dollars, sauf le nombre d'actions				
Actions privilégiées de catégorie A ⁽¹⁾				
Série 7	2 000 000	50 000 \$	2 000 000	50 000 \$
Série 8	2 000 000	50 000	2 000 000	50 000
Série 9	4 000 000	100 000	4 000 000	100 000
Série 10	4 400 000	110 000	–	–
Total du capital-actions privilégié	12 400 000	310 000	8 000 000	200 000
Actions ordinaires	23 482 013	247 845	23 435 585	246 813
Total du capital-actions		557 845 \$		446 813 \$

(1) Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

	Au 30 avril 2004	Au 31 octobre 2003
	Nombre	Nombre
Options d'achat d'actions		
En circulation, à la fin de la période	549 036	595 522
Pouvant être levées à la fin de la période	449 711	476 848

5. FRAIS DE RESTRUCTURATION

Le tableau suivant présente la variation des frais de restructuration au cours des périodes de trois mois se terminant le 30 avril 2004 et le 31 janvier 2004. Le solde des frais de restructuration est inclus dans les autres éléments de passif au bilan consolidé.

Programme 2003

En milliers de dollars	Radiation de matériel informatique et logiciels et de résiliation de baux	Ressources humaines	Total des frais de restructuration
	Solde au 31 octobre 2003	5 944 \$	3 163 \$
Montant utilisé au cours de la période de trois mois se terminant le 31 janvier 2004			
Services financiers aux particuliers	1 830	642	2 472
Services financiers aux entreprises	134	387	521
Autres secteurs	638	498	1 136
Solde au 31 janvier 2004	3 342 \$	1 636 \$	4 978 \$
Montant utilisé au cours de la période de trois mois se terminant le 30 avril 2004			
Services financiers aux particuliers	–	355	355
Services financiers aux entreprises	121	26	147
Autres secteurs	191	132	323
Solde au 30 avril 2004	3 030 \$	1 123 \$	4 153 \$

6. FRAIS LIÉS AU TRANSFERT DES ACTIVITÉS ET AUTRES FRAIS

Au 31 octobre 2003, une provision avait été constituée relativement aux frais liés au transfert des activités et autres frais relatifs à la cession des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien pour un montant de 11 783 000 \$ au moment de la cession des succursales, dont 1 839 000 \$ avaient été utilisés à cette date. Au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2004, les frais utilisés s'élevaient à 2 929 000 \$ (2 045 000 \$ au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2004). Le solde des frais sera encouru d'ici l'achèvement du transfert des activités.

7. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Privatisation de B2B Trust

Le 21 mai 2004, les actionnaires de B2B Trust ont approuvé la fusion entre une filiale en propriété exclusive de la Banque et B2B Trust lors de l'assemblée extraordinaire des actionnaires. Dans le cadre de cette fusion, la Banque fera l'acquisition de la totalité des actions ordinaires en circulation de B2B Trust dont elle n'était pas propriétaire à un prix comptant de 9,50 \$ l'action, représentant une contrepartie globale d'environ 60 366 000 \$. Avant la fusion, dont la date de prise d'effet devrait être le 8 juin 2004, la Banque Laurentienne détiendra 74,8 % des actions ordinaires de B2B Trust en tenant compte de l'exercice des options émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions de B2B Trust.

Le conseil d'administration de B2B Trust a établi un comité formé de tous ses administrateurs indépendants afin d'examiner la transaction proposée. Le comité indépendant a déterminé que la transaction était équitable et aux mieux des intérêts des actionnaires minoritaires de B2B Trust.

L'acquisition de la part des actionnaires minoritaires de B2B Trust sera comptabilisé selon la méthode de l'acquisition.

Rachat d'actions privilégiées

Le 27 avril 2004, la Banque a annoncé qu'elle procédera, en date du 16 juin 2004, au rachat par anticipation de la totalité de ses actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, séries 7 et 8. Ces actions privilégiées seront rachetées à un prix de rachat de 25,50 \$ par action, pour une contrepartie globale de 102 000 000 \$, incluant la prime de rachat, plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat. Ces actions privilégiées ainsi appelées pour rachat cesseront, à compter de la date de rachat, de donner droit à des dividendes.

Remboursement de débetures

Le 27 avril 2004, la Banque a annoncé qu'elle exercera son droit de rembourser par anticipation, le 1^{er} juin 2004, la totalité de ses débetures 5,75 %, série 7, échéant en 2009, d'un montant en capital global de 100 000 000 \$. Le prix de remboursement par anticipation des débetures série 7 sera égal au capital de celles-ci, plus les intérêts non versés courus jusqu'à la date de remboursement exclusivement. Les intérêts sur les débetures série 7 cesseront de courir à compter de la date de remboursement. Les débetures série 7 ainsi remboursées par anticipation seront annulées sans délai.

8. INFORMATION SECTORIELLE

Pour la période de trois mois terminée le
30 avril 2004

En milliers de dollars	SFAP	SFAE	B2B	GPC	Autres	Total
Revenu net d'intérêt ⁽¹⁾	58 144 \$	14 293 \$	10 420 \$	333 \$	(16 431)\$	66 759 \$
Autres revenus	23 536	8 454	4 251	6 617	13 785	56 643
Revenu total	81 680	22 747	14 671	6 950	(2 646)	123 402
Provision pour pertes sur prêts	3 793	6 077	630	–	–	10 500
Frais autres que d'intérêt	66 125	9 352	9 560	5 439	3 690	94 166
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	11 762	7 318	4 481	1 511	(6 336)	18 736
Impôts sur le revenu (récupération)	4 074	2 619	1 507	519	(4 000)	4 719
Part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	–	–	677	–	–	677
Revenu (perte) net(te)	7 688 \$	4 699 \$	2 297 \$	992 \$	(2 336)\$	13 340 \$
Actif moyen ⁽²⁾	8 261 976 \$	2 372 764 \$	2 588 525 \$	1 533 702 \$	1 622 870 \$	16 379 837 \$
Prêts moyen ⁽²⁾	8 075 479 \$	1 918 150 \$	1 919 507 \$	9 \$	(1 337 839)\$	10 575 306 \$
Dépôts moyen ⁽²⁾	9 152 820 \$	81 657 \$	2 289 302 \$	187 \$	1 183 180 \$	12 707 146 \$
Ratio d'efficacité ⁽³⁾	81,0 %	41,1 %	65,2 %	78,3 %	s/o	76,3 %

8. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Pour la période de trois mois terminée le
31 janvier 2004

En milliers de dollars	SFAP	SFAE	B2B	GPC	Autres	Total
Revenu net d'intérêt ⁽¹⁾	60 415 \$	14 736 \$	10 755 \$	341 \$	(16 268)\$	69 979 \$
Autres revenus	21 173	8 331	4 232	6 792	9 974	50 502
Revenu total	81 588	23 067	14 987	7 133	(6 294)	120 481
Provision pour pertes sur prêts	4 720	4 400	630	–	–	9 750
Frais autres que d'intérêt	65 337	8 607	9 367	5 281	4 174	92 766
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	11 531	10 060	4 990	1 852	(10 468)	17 965
Impôts sur le revenu (récupération)	4 028	3 417	683	627	(5 401)	3 354
Part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	–	–	979	–	–	979
Revenu (perte) net(te)	7 503 \$	6 643 \$	3 328 \$	1 225 \$	(5 067)\$	13 632 \$
Actif moyen ⁽²⁾	8 373 584 \$	2 440 058 \$	2 640 343 \$	1 357 296 \$	1 680 952 \$	16 492 233 \$
Prêts moyen ⁽²⁾	8 170 656 \$	1 969 199 \$	1 948 727 \$	8 \$	(1 405 119)\$	10 683 471 \$
Dépôts moyen ⁽²⁾	9 179 203 \$	86 216 \$	2 345 559 \$	265 \$	1 418 873 \$	13 030 116 \$
Ratio d'efficacité ⁽³⁾	80,1 %	37,3 %	62,5 %	74,0 %	s/o	77,0 %

Pour la période de trois mois terminée le
30 avril 2003

En milliers de dollars	SFAP	SFAE ⁽⁴⁾	B2B	GPC	Autres	Total
Revenu net d'intérêt	68 150 \$	15 454 \$	11 506 \$	346 \$	(10 840)\$	84 616 \$
Autres revenus	23 909	9 140	3 902	4 668	11 470	53 089
Revenu total	92 059	24 594	15 408	5 014	630	137 705
Provision pour pertes sur prêts	6 975	8 579	446	–	–	16 000
Frais autres que d'intérêt	75 839	8 735	9 312	4 535	3 602	102 023
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	9 245	7 280	5 650	479	(2 972)	19 682
Impôts sur le revenu (récupération)	3 624	2 839	2 077	166	(925)	7 781
Part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	–	–	920	–	–	920
Revenu (perte) net(te)	5 621 \$	4 441 \$	2 653 \$	313 \$	(2 047)\$	10 981 \$
Actif moyen ⁽²⁾	11 007 386 \$	2 739 069 \$	2 640 624 \$	1 447 715 \$	793 560 \$	18 628 354 \$
Prêts moyen ⁽²⁾	10 781 614 \$	2 178 532 \$	2 145 059 \$	13 \$	(2 304 365)\$	12 800 853 \$
Dépôts moyen ⁽²⁾	10 923 500 \$	27 833 \$	2 359 820 \$	255 \$	1 895 684 \$	15 207 092 \$
Ratio d'efficacité ⁽³⁾	82,4 %	35,5 %	60,4 %	90,5 %	s/o	74,1 %

Pour la période de six mois terminée le
30 avril 2004

En milliers de dollars	SFAP	SFAE	B2B	GPC	Autres	Total
Revenu net d'intérêt ⁽¹⁾	118 559 \$	29 029 \$	21 175 \$	674 \$	(32 699)\$	136 738 \$
Autres revenus	44 709	16 785	8 483	13 409	23 759	107 145
Revenu total	163 268	45 814	29 658	14 083	(8 940)	243 883
Provision pour pertes sur prêts	8 513	10 477	1 260	–	–	20 250
Frais autres que d'intérêt	131 462	17 959	18 927	10 720	7 864	186 932
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	23 293	17 378	9 471	3 363	(16 804)	36 701
Impôts sur le revenu (récupération)	8 102	6 036	2 190	1 146	(9 401)	8 073
Part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	–	–	1 656	–	–	1 656
Revenu (perte) net(te)	15 191 \$	11 342 \$	5 625 \$	2 217 \$	(7 403)\$	26 972 \$
Actif moyen ⁽²⁾	8 318 393 \$	2 406 781 \$	2 614 719 \$	1 444 530 \$	1 652 230 \$	16 436 653 \$
Prêts moyen ⁽²⁾	8 123 590 \$	1 943 955 \$	1 934 278 \$	8 \$	(1 371 849)\$	10 629 982 \$
Dépôts moyen ⁽²⁾	9 166 156 \$	83 962 \$	2 317 740 \$	226 \$	1 302 322 \$	12 870 406 \$
Ratio d'efficacité ⁽³⁾	80,5 %	39,2 %	63,8 %	76,1 %	s/o	76,6 %

Pour la période de six mois terminée le
30 avril 2003

En milliers de dollars	SFAP	SFAE ⁽⁴⁾	B2B	GPC ⁽⁵⁾	Autres	Total
Revenu net d'intérêt	139 757 \$	32 236 \$	23 830 \$	644 \$	(24 239)\$	172 228 \$
Autres revenus	47 318	15 478	7 801	19 013	23 489	113 099
Revenu total	187 075	47 714	31 631	19 657	(750)	285 327
Provision pour pertes sur prêts	14 050	12 191	759	–	–	27 000
Frais autres que d'intérêt	151 730	16 882	18 572	9 687	9 728	206 599
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	21 295	18 641	12 300	9 970	(10 478)	51 728
Impôts sur le revenu (récupération)	8 366	7 316	4 545	2 298	(3 680)	18 845
Part des actionnaires sans contrôle						
dans le revenu net d'une filiale	–	–	1 996	–	–	1 996
Revenu (perte) net(te)	12 929 \$	11 325 \$	5 759 \$	7 672 \$	(6 798)\$	30 887 \$
Actif moyen ⁽²⁾	11 071 466 \$	2 783 922 \$	2 645 475 \$	1 458 183 \$	578 335 \$	18 537 381 \$
Prêts moyen ⁽²⁾	10 826 842 \$	2 219 978 \$	2 161 143 \$	9 \$	(2 468 573)\$	12 739 399 \$
Dépôts moyen ⁽²⁾	10 910 903 \$	29 852 \$	2 362 039 \$	254 \$	1 928 729 \$	15 231 777 \$
Ratio d'efficacité ⁽³⁾	81,1 %	35,4 %	58,7 %	49,3 %	s/o	72,4 %

SFAP – Les Services financiers aux particuliers couvrent toute la gamme des produits d'épargne, d'investissement, de financement et de produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de vente, les dépôts et prêts hypothécaires provenant de courtiers, à travers le Canada. Cette ligne d'affaires englobe également les services de cartes de crédit Visa, les produits d'assurance et les services de fiducie.

SFAE – Les Services financiers aux entreprises offrent le financement commercial et des financements plus importants au sein de syndicats bancaires, ainsi que du financement hypothécaire commercial, du crédit-bail, de l'affacturage et d'autres services.

B2B – B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers indépendants et à des institutions financières non bancaires à travers le Canada.

GPC – La Gestion du patrimoine et Courtage comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. et la quote-part de la Banque dans la coentreprise BLC – Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Autres – La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux lignes d'affaires susmentionnées.

(1) En 2004, la Banque a révisé certains paramètres de son modèle de prix de cession interne, ce qui a eu pour effet de modifier la répartition de la marge nette d'intérêt entre les secteurs.

(2) Les éléments d'actif et de passif sont présentés sur la base de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.

(3) Correspond aux frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total.

(4) Comprend la provision pour pertes sur prêts relative à l'exposition aux risques liés à Air Canada de 5,0 millions \$ (3,3 millions \$ net des impôts).

(5) Comprend le gain de 8,5 millions \$ (6,7 millions \$ net des impôts) sur la vente d'actions de TSX Group inc.

Renseignements aux actionnaires

Siège social

Tour Banque Laurentienne
1981, avenue McGill College
Montréal (Québec) H3A 3K3
Téléphone : (514) 284-4500,
poste 5996
Télécopieur : (514) 284-3396
Centre télébancaires,
Services bancaires automatisés
et service à la clientèle :
Région de Montréal :
(514) BLC-1846
Sans frais : 1 800 BLC-1846
Adresse Internet :
www.banquelaurentienne.com
Télex : 145069

Agent des transferts et registraire

Société de fiducie Computershare
du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8

Investisseurs et analystes

Les investisseurs et analystes
peuvent communiquer avec le service
Relations avec les investisseurs situé
au siège social en téléphonant au
(514) 284-4500, poste 5916.

Médias

Les journalistes peuvent
communiquer avec le service des
Affaires publiques et communications
située au siège social en téléphonant
au (514) 284-4500, poste 7511.

Changement d'adresse et autres renseignements

Les actionnaires sont priés de
communiquer tout changement
d'adresse à l'agent des transferts
de la Banque. Pour toute autre
demande ou question, veuillez
communiquer avec le Secrétariat
situé au siège social ou en
téléphonant au (514) 284-4500,
poste 7545.

Bureau de l'ombudsman

Banque Laurentienne
Tour Banque Laurentienne
1981, avenue McGill College
14^e étage
Montréal (Québec) H3A 3K3
(514) 284-7192
1 800 473-4782

Inscription boursière et dates de paiement des dividendes

Les actions ordinaires et les actions privilégiées décrites ci-dessous sont inscrites à la bourse de Toronto.	Symbole boursier Code CUSIP	Dates de clôture des registres*	Dates de paiement des dividendes*
Actions ordinaires	51925D 10 6 LB	Premiers jours ouvrables de : janvier avril juillet octobre	Premiers jours ouvrables de : février mai août novembre
Actions privilégiées			
Série 7	51925D 70 0 LB.PR.B	**	15 mars
Série 8	51925D 80 9 LB.PR.C	**	15 juin
Série 9	51925D 87 4 LB.PR.D	***	15 septembre
Série 10	51925D 86 6 LB.PR.E	***	15 décembre

* Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

** À une date (qui ne doit pas devancer de plus de 50 jours la date fixée pour le paiement des dividendes) pouvant être déterminée de temps à autre par le conseil d'administration de la Banque.

*** À une date (qui ne doit pas devancer de plus de 30 jours la date fixée pour le paiement des dividendes) pouvant être déterminée de temps à autre par le conseil d'administration de la Banque.

